

Jean-René Bachelet*

***FINS ET MOYENS : LE TEMPS D'UNE
RÉVOLUTION COPERNICIENNE***

L'heure est à la célébration du vingtième anniversaire de « la chute du Mur » (de Berlin). Dernièrement, dans ce cadre, le rare privilège nous était donné de voir et d'entendre Michaël Gorbatchev, l'homme par qui le monde a changé voici vingt ans, dialoguer avec Hubert Védrine qui fut, dans cette période, aux avant-postes de la politique étrangère de la France¹.

Interrogé d'emblée sur le point de savoir s'il avait, dès son accession au pouvoir, décidé de rompre avec la « doctrine Brejnev² », Gorbatchev déclare en substance : « jamais je n'ai pensé que l'on pouvait utiliser tous les moyens pour parvenir à ses fins ; en tous cas pas ceux qui heurtent la conscience humaine... ».

Oui, nous avons bien entendu : voilà un ex-apparatchik nourri de la foi et du volontarisme bolcheviques, chef suprême d'un système qui faisait du service de la cause de la Révolution l'alpha et l'oméga des comportements individuels et collectifs, en bref un successeur de Lénine, ce cynique pourfendeur de la morale « bourgeoise », ce stratège pour qui la lutte révolutionnaire, aussi implacable soit-elle, trouvait en elle-même et en elle seule toutes ses justifications, voilà donc un acteur et témoin essentiel de la grande rupture géostratégique de la fin du siècle qui nous dit que jamais la fin ne saurait justifier les moyens. Comment mieux caractériser que dans le rapport de la stratégie aux valeurs, car c'est bien de cela qu'il s'agit, en ce domaine comme en tant d'autres, nous sommes entrés dans une ère nouvelle ?

Mais qu'a-t-il bien pu se passer, que se passe-t-il sous nos yeux, pour que le débat multiséculaire de la fin et des moyens, avec notamment son application à la « raison d'Etat », puisse se présenter sous un jour nouveau ? Pour que les principes campés par Machiavel à l'aube des temps

* Le Général d'armée (2S) Jean-René Bachelet est ancien Inspecteur Général des Armées.

modernes et, peu ou prou, à des degrés divers, jusque-là considérés comme de bonne politique, soient comme frappés d'obsolescence ?

C'est là l'incontournable question préalable : il nous faut d'abord identifier les nouveautés radicales du monde d'aujourd'hui qui font que les rapports entre les hommes et entre les peuples se posent en des termes eux-mêmes radicalement nouveaux.

Une ère nouvelle pour des valeurs universelles

« Ce qui a été c'est ce qui sera, et ce qui s'est fait c'est ce qui se fera, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. »³ Telles sont les paroles de l'Ecclésiaste, expression d'une sagesse millénaire. Et Machiavel, lui qui théorise la raison d'Etat moderne, ne pense pas autrement : « Toutes les choses du monde, à toute époque, ont dans l'Antiquité leur exact correspondant. Accomplies par des hommes qui ont et auront toujours les mêmes passions, il est de toute nécessité qu'il en résulte le même effet. »

Bientôt viendrait l'ambition prométhéenne des temps modernes que le siècle des Lumières allait porter à l'incandescence et dont allait sortir la révolution industrielle, mais rien ne semblait invalider la parole biblique : « Une génération s'en va, une autre vient, et la terre subsiste toujours »⁴.

Il est vrai que nul n'aurait pu imaginer, il y a seulement quelques décennies, l'irruption de deux phénomènes jusque-là à proprement parler impensables et qui font que rien ne sera plus désormais comme avant, sans que toutes les conséquences pour l'avenir du monde en soient à ce jour bien perçues.

Ces deux phénomènes sont l'avvers et le revers d'une même réalité : celle d'un progrès technique dont la courbe s'est progressivement infléchie depuis l'aube de la révolution industrielle pour brusquement devenir exponentielle dans les dernières décennies du XX^e siècle.

Il s'agit d'abord de la révolution de l'information, son traitement et son acheminement. A-t-on bien mesuré l'ampleur de la nouveauté que représente la capacité pour chaque individu, où qu'il soit dans le monde ou presque, d'avoir accès à l'ensemble du savoir humain ainsi qu'à une information planétaire, y compris par l'image, et de pouvoir communiquer avec ses semblables où qu'ils se trouvent, quasi instantanément ? Ainsi assistons-nous à l'émergence d'une sorte de cité-monde, dont la finitude est accentuée par des moyens de transport qui paraissent abolir les distances.

Mais on connaît le revers de nos prouesses technologiques, et c'est le deuxième phénomène, tout aussi inouï, tout aussi impensable que le précédent. C'est, d'une part, la perspective d'épuisement des ressources naturelles, d'autre part la mise en danger des équilibres de la biosphère par

l'activité humaine. Il y a à peine plus d'une génération, qui aurait pu soutenir sérieusement que l'air que nous respirons, comme l'eau, si indispensable à la vie, pouvaient être menacés ? Ainsi prenons-nous conscience d'une communauté de destin pour l'humanité tout entière, solidaires que nous sommes nécessairement pour la survie de notre maison commune : cette planète bleue qui, dans l'immensité sans limites du cosmos, apparaît unique et singulière aux yeux émerveillés des astronautes.

Rien de nouveau sous le soleil ? Certainement pas, car rien désormais ne pourra plus être comme avant.

La prise de conscience en est largement engagée pour ce qui concerne les relations de l'homme et de la nature. L'orgueil conquérant et prédateur de la révolution industrielle fait progressivement place à une nécessaire humilité devant la complexité du monde et à une non moins nécessaire attention aux effets pervers de l'activité industrielle de l'humanité.

La même prise de conscience, quoi qu'on en pense, est en chemin dans le domaine des relations entre les hommes et les peuples.

Tout repose là sur des valeurs. Autrement dit, de même que, depuis l'émergence de l'Etat-nation, nous avons à répondre à la question de savoir au nom de quoi nous voulons vivre ensemble en tant que nation⁵, nous avons aujourd'hui à nous poser la même question au niveau de l'humanité tout entière.

Il n'est pas fortuit que le premier acte significatif en la matière ait été constitué par la Déclaration universelle des droits de l'homme, promulguée sous égide de l'ONU en 1948 et dont tous les Etats du monde sont aujourd'hui signataires.

En effet, il avait fallu l'incroyable régression barbare du nazisme au cœur d'un pays de haute civilisation pour faire prendre conscience que la « raison d'Etat » ne pouvait pas s'exercer sans limites. Souvenons-nous du propos arrogant de Goebbels en 1934 devant une instance internationale qui n'avait pas alors protesté : « Sachez bien que nous ferons des socialistes, des communistes et des juifs ce que nous entendons et que le Reich veut en faire. Charbonnier est maître chez lui. » La découverte de l'impensable génocide des Juifs, avec le génie de l'organisation et la puissance industrielle mis au service de la barbarie la plus primitive, allait convaincre que non, décidément, charbonnier ne pouvait pas toujours être maître chez lui, et ce fut le procès de Nuremberg. Les notions de crimes contre l'humanité et de génocide en sont issues. La Déclaration universelle des droits de l'homme exprime dans ce droit fil des valeurs intransgressibles à vocation universelle.

Pourtant, dans les décennies qui ont suivi, tout s'est souvent passé

comme si on avait eu là une loi des vainqueurs, qui gardaient quant à eux une large marge d'appréciation. Il en fut ainsi, à l'évidence, de l'URSS ; mais ainsi aussi de l'Occident, à travers les conflits de décolonisation ou dans sa lutte contre le communisme au temps de la guerre froide, notamment au Vietnam, et même jusqu'à nos jours avec Guantanamo et la « guerre contre le terrorisme », ou encore avec le tragique conflit israélo-palestinien.

Tout cela a pu porter au scepticisme quant à la pertinence de valeurs universelles intransgressibles, surtout dans les pays de culture non occidentale pour qui ces valeurs apparaissaient fortement eurocentrées, dans le même temps où l'on pouvait à juste titre dénoncer l'hypocrisie ou le cynisme de ceux qui les brandissaient comme un étendard.

C'est là qu'aujourd'hui, la capacité d'émergence d'une opinion mondiale du fait de la révolution de l'information met en évidence la réalité de valeurs universelles qui se révèlent en quelque sorte « en creux ».

En effet, l'émotion ou l'horreur partagées d'un continent à l'autre et à la tribune des nations qu'est l'ONU, face aux spectacles tragiques des victimes de cataclysmes ou de conflits barbares, relayés par les télévisions jusque dans les contrées les plus reculées, témoignent d'un même partage de la notion d'universalité de l'homme et du prix attaché à la dignité, à l'intégrité et à la vie de la personne humaine, en bref de ce que nous appellerons le « principe d'humanité ».

Il s'y ajoute la prise de conscience progressive d'un destin commun à l'échelle de la planète.

Voilà en quoi la problématique de la fin et des moyens se pose aujourd'hui en des termes nouveaux qui invalident à coup sûr le dicton populaire : « Qui veut la fin veut les moyens ».

Car il n'est de fin qui ne doive être désormais appréciée au regard des fins supérieures que sont le principe d'humanité et la communauté de destin de toutes les nations.

Ainsi, par un singulier paradoxe, retrouvons-nous Aristote qui faisait de la « vertu » le ressort de la politique et de la « *philia* » le ciment des sociétés. Ce principe étant posé, comment peut-il s'appliquer ?

L'action militaire, cette forme paroxystique des relations humaines en crise, est, pour cela, un champ d'observation particulièrement éclairant.

L'usage de la force sous contrainte du principe d'humanité

Avec le « droit des conflits armés » contemporain, l'usage de la force armée est clairement placé sous contrainte du principe d'humanité. Les

guerres d'agression sont condamnées, les enfreintes aux « us et coutumes » de la guerre sont des infractions juridiquement qualifiées, les « armes barbares » prohibées. On a même désormais des juridictions internationales habilitées à sanctionner les manquements, encore que tous les Etats, et non des moindres, ne les aient pas reconnues.

Pour autant, la problématique de la fin et des moyens, s'agissant de la guerre, se trouve ainsi pour une part juridiquement encadrée.

Mais elle l'est dans les limites d'un « droit » que ne sous-tend aucune gouvernance mondiale et dont l'application reste largement soumise à l'appréciation des Etats, à raison de leur puissance : « Selon que vous serez puissant ou misérable... ».

Tout se passe dès lors comme si ce « droit » était à deux vitesses : opératoire dès lors que l'on est en situation de se le voir imposer, au besoin par la force, mais soumis à de larges interprétations voire contournable si ce n'est traité par le mépris, au nom des « intérêts supérieurs de la nation » (formulation contemporaine de la raison d'état), quand on est en situation hégémonique ou sous l'aile d'un puissant protecteur.

Dans ce cadre de « deux poids, deux mesures », il y aurait d'une part les Etats et les peuples éclairés, qui disposeraient d'une large marge d'interprétation des textes internationaux et des principes qui les inspirent, d'autre part des Etats et des peuples mineurs, quand ce n'est pas « voyous », auxquels il faut dicter la conduite, si nécessaire par la menace et la coercition. Qui ne voit le potentiel de violence accumulé par une telle situation ?

Un tragique exemple en est donné par la « guerre contre le terrorisme ». Remarquons tout d'abord le non-sens de l'expression. Le terrorisme n'est en effet ni un parti, ni une faction, mais un mode opératoire, une stratégie de contournement, au bout du compte une arme, celle que l'on utilise quand la disproportion des forces avec l'adversaire est telle que l'on estime qu'il n'y a pas d'autres moyens pour parvenir à ses fins. La démarche est à coup sûr criminelle ; elle est sans aucun doute aujourd'hui l'une des régressions barbares les plus terribles de notre temps.

Mais que l'on y réponde par d'autres régressions barbares, certes plus sophistiquées, telles que le bombardement indiscriminé des populations, les représailles ou humiliations de diverses natures, ou encore le déni d'humanité infligé aux « terroristes » ou réputés tels, toutes infractions aux valeurs hautement proclamées par ailleurs, et l'on nourrit le terreau du terrorisme que l'on prétend éradiquer, à savoir l'humiliation, le désespoir et la haine.

Ce seul constat invalide l'objection récurrente des « réalistes » et autres

« pragmatiques » selon laquelle toute limitation dans l'usage de la force signerait l'échec face à la violence déchaînée. De fait, et l'exemple du terrorisme le montre, il n'y a pas alternative entre l'efficacité (qui permettrait de parvenir à ses fins⁶) et l'éthique (qui n'autorise pas tous les moyens). C'est une constante historique, à tous les niveaux : avant d'être moralement condamnable, la barbarie, si nous appelons ainsi tout ce qui déroge au « principe d'humanité », est stupide et contre-productive.

Dans ce cercle vicieux, les cyniques ne sont pas seuls à l'œuvre, tant s'en faut : il faut aussi compter avec les « vertueux » autoproclamés.

En effet, que la cause soit sacralisée et donc l'adversaire diabolisé et, quelles que soit les bonnes intentions affichées, le déni d'humanité est à l'horizon et la barbarie se donnera tôt ou tard libre cours. C'est, là aussi, une constante historique, plus actuelle que jamais dans des guerres qui se veulent « morales ».

La faute des « vertueux » l'emporte d'ailleurs sur celle des « cyniques » ; car si les uns et les autres alimentent le ressentiment et font donc reculer l'horizon de la paix, les premiers disqualifient de surcroît les valeurs au nom desquelles ils se sont engagés.

En contrepoint des sombres perspectives que dessine ce constat, les premières décisions prises par Barack Obama nous montrent que le pire n'est jamais sûr. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer les pesanteurs culturelles.

Le défi est d'imaginer et de promouvoir des stratégies et des comportements qui, sans céder en rien de la volonté et de la capacité de prendre l'ascendant sur les violents de toutes natures, notamment par l'usage de la force si nécessaire, ne s'écartent pas radicalement du projet humaniste sans lequel notre monde globalisé n'aura pas d'avenir.

Pour cela, encore faut-il abandonner toute vision simpliste, binaire et arrogante : le monde est complexe et sans doute sommes-nous voués, au mieux, au moindre mal.

Comme les navigateurs, il nous faut tirer des bords. Faire un pas, encore un pas...

A cet égard, partant du constat que tous les Etats du monde ont signé des textes qui visent à écarter le spectre de la barbarie, il ne serait ni insignifiant, ni utopique, de demander à chacun de mettre en cohérence sa signature apposée au « droit des conflits armés » et ses doctrines militaires, qu'elles soient d'emploi ou de formation.

En effet, en matière de doctrine d'emploi des forces, la preuve est amplement apportée que la doctrine américaine, en voie d'exportation

universelle, avec sa mise en œuvre a priori, redondante et dévastatrice, de la plus grande puissance de feu possible, est résolument perverse.

Quant à la formation, l'exaltation des forces morales par la haine de l'ennemi, comme cela est explicitement pratiqué dans de très nombreuses armées, et non des moindres, porte la barbarie « comme la nuée porte l'orage ».

L'heure est venue d'une exigence de cohérence en la matière. L'ONU, quelles que soient ses imperfections et ses insuffisances, pourrait veiller à cette cohérence, elle qui est dépositaire des engagements internationaux en ce domaine.

Quelle que soit la réalité des rapports de force et des capacités d'influence, la caisse de résonance aujourd'hui constituée par les moyens d'information planétaires, pour peu que des organisations transétatiques s'y impliquent, est susceptible d'œuvrer pour cela.

Ce n'est là qu'un exemple⁷. Il se veut probant de ce que, loin de toute perspective utopique, la voie que nous avons ouverte dans la régulation des conflits il y a plus d'un demi-siècle, avec notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit des conflits armés, expressions renouvelées d'un héritage de civilisation multiséculaire, peut et doit être relancée.

Elle peut l'être, car la marge de progrès reste considérable.

Elle doit l'être, car le destin commun de l'humanité, voire sa survie, l'exigent au nom des valeurs communes qui s'imposent désormais au-delà de la diversité des civilisations et des cultures.

Notes :

¹ « Gorbatchev-Védrine, une histoire inédite du Mur » sur Antenne 2 (Infrarouge) le jeudi 5 novembre 2009.

² Selon laquelle l'URSS se réservait le droit d'intervenir, au besoin par la force, dans les pays de sa zone d'influence, autant que nécessaire.

³ *La Bible* (l'Ecclésiaste 9).

⁴ *Ibidem*.

⁵ Cf. Ernest Renan : « Qu'est-ce qu'une nation ? ».

⁶ L'un des problèmes est que la « fin » en l'occurrence ne saurait être la seule élimination du terroriste. La « fin » est bien toujours le retour à la paix.

⁷ Un examen et un traitement approprié des situations de fait créées par le développement des Sociétés militaires privées (SMP), lourd de régressions barbares, serait un autre exemple. Ce n'est pas limitatif.